



Believe in *People*

Position du Groupe PPE

**Un euro stable,
stimulant
et performant**



Position du Groupe PPE

**Un euro stable,
stimulant
et performant**



Table des matières

Un euro stable, stimulant et performant	5
Notre feuille de route pour un euro stable, stimulant et performant:	
1. Investir dans les générations futures	9
2. Responsabilité et solidarité	11
3. L'Europe doit disposer de son propre Fonds monétaire ..	13
4. Accroître la légitimité démocratique de la zone euro ..	15
5. Sécurité de l'épargne	17





Un euro stable, stimulant et performant

Les citoyens européens exigent, et à juste titre, que l'euro tienne ses promesses. Étape essentielle dans le processus d'intégration et symbole de l'unité européenne, l'euro doit aussi favoriser la croissance économique et la compétitivité de l'Union, assurer la prospérité des citoyens européens et promouvoir la création d'emplois. Le Groupe PPE au Parlement européen considère que tous les **États membres de l'Union ne bénéficient pas d'une clause de non-participation doivent faire partie de la zone euro**, sous réserve qu'ils en respectent tous les critères, car cela contribuera à la réussite de l'ensemble de nos économies.

La façon dont le Groupe PPE a réagi à la crise de la dette de la zone euro (mix de politiques économiques durables et de discipline budgétaire) s'est révélée efficace et fructueuse, même si nous ne sous-estimons pas les efforts consentis par les citoyens en cette période difficile. Maintenant que nos économies relèvent la tête, nous devons tirer des leçons du passé, et affiner à cet égard la

structure de gouvernance de la zone euro. À cette fin, nous avons besoin d'un euro stable et à même de stimuler la croissance.

Un euro stable est un euro qui joue un rôle de premier plan dans une économie mondialisée. Le fait que l'euro soit devenu la deuxième monnaie de réserve au monde avec le dollar a permis à l'Europe de prendre le contrôle de son propre destin et de dicter ses règles aux marchés financiers mondiaux. La crise financière de 2007-2008 et la crise de la dette souveraine ont montré que la combinaison de chocs externes et du surendettement peut toucher durement les économies et sociétés européennes. Il est dès lors essentiel de faire en sorte que la zone euro dispose des capacités d'absorption lui permettant de résister aux chocs extérieurs à venir, sinon, nous serons incapables d'empêcher une autre crise économique et de créer les conditions nécessaires pour que les citoyens épargnent et investissent en toute confiance.



Un euro «stimulant» est un euro qui promeut l'investissement et favorise l'emploi. Plus d'investissements et moins de dettes, c'est ce dont l'Europe a besoin pour développer l'emploi. Pour y parvenir, nous avons besoin d'une monnaie fiable et à même de promouvoir l'investissement et d'une Union ouverte aux réformes pour permettre à l'Europe de rester forte et compétitive. C'est la seule façon d'offrir des perspectives d'avenir à nos jeunes. Contrairement aux formations politiques de gauche, nous nous refusons à faire peser le poids des décisions d'aujourd'hui sur les générations futures.

Un euro performant est un euro qui répond aux attentes de ses citoyens et les protège au quotidien grâce à des politiques économiques durables et des réformes qui

favorisent la convergence des niveaux de vie de l'ensemble des Européens sur la base des principes de l'économie sociale de marché, de l'achèvement du marché unique, de projets innovants et des priorités du commerce équitable.





Notre feuille de route pour un euro stable, stimulant et performant:

1. Investir dans les générations futures

Une monnaie européenne ne peut se fonder uniquement sur les investissements nationaux. L'Union européenne doit également créer les conditions les plus favorables pour attirer des investissements capables de stimuler la compétitivité et de créer des emplois.

- contribuer à la convergence des États membres hors zone euro ;
- favoriser la stabilisation des économies nationales en période difficile ;
- prévoir une fonction de protection des investissements à court terme afin d'atténuer le coût social des réformes nécessaires.

i. Le Groupe PPE a joué un rôle de premier plan dans la mise en place d'un Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSD), qui a déjà attiré plusieurs millions d'euros d'investissements publics et privés. Nous nous sommes engagés à mettre en place un plan d'investissement encore plus ambitieux dans les plus brefs délais afin de prolonger cette réussite.

ii. Le budget actuel de l'Union devrait être mieux ciblé pour financer des programmes d'investissement spécifiques aptes à moderniser véritablement nos économies.

iii. Le Groupe PPE **souhaite que le budget de l'Union soit doté d'une capacité budgétaire supérieure au plafond actuel** afin de :

- préserver l'investissement en temps de crise ;
- accompagner l'exécution des réformes structurelles ;





2. Responsabilité et solidarité

Pour être solidaire, il faut être responsable :

L'Union doit pouvoir aider les États membres qui subissent une crise financière. Toutefois, nous nous élevons contre les comportements irresponsables. En premier lieu, chaque État membre doit gérer ses finances de manière responsable et répondre de l'aide financière qui lui est accordée.

- i. L'aide financière au titre de cette capacité budgétaire serait subordonnée au respect de **critères obligatoires**, notamment le pacte de stabilité et de croissance, pour prévenir l'aléa moral, et la mise en œuvre des recommandations spécifiques à chaque pays.
- ii. Les États membres désireux d'adhérer à l'euro devraient bénéficier d'**une aide de préadhésion**. Toutefois, sans préjudice de l'obligation légale qui leur incombe en vertu des traités, les États membres qui refusent, pour des raisons politiques,

d'adopter l'euro ne devraient pas avoir leur mot à dire sur l'avenir de cette monnaie.

- iii. Les États membres qui laissent enfler leur dette sont responsables de la situation. Il est par conséquent nécessaire d'instaurer des **règles en matière d'insolvabilité** pour rétablir la **responsabilité individuelle** des États membres.
- iv. Nous devons éviter d'accabler les prochaines générations par un endettement intenable.





3. L'Europe doit disposer de son propre Fonds monétaire

Afin de contrer les actions de spéculation financière contre les États membres, le mécanisme européen de stabilité devrait devenir un véritable **Fonds monétaire européen** (FME). Ce Fonds monétaire devrait prévenir les crises en accompagnant les processus de restructuration de la dette des États membres solvables qui ont du mal à accéder aux marchés financiers et en leur fournissant une aide financière sous conditions pour les aider à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires.

- i. **Le FME devra être régi par la législation européenne**, être un organe indépendant et agir dans le cadre de ses compétences.
- ii. **Le directeur du FME devrait être élu par le Parlement européen.**
- iii. **Le directeur du FME devrait être responsable vis-à-vis du Parlement européen.**
- iv. **Le FME ne devrait pas limiter le contrôle exercé par les parlements nationaux ni restreindre leurs droits.**





4. Accroître la légitimité démocratique de la zone euro

Les citoyens doivent avoir la certitude que les décisions qui influent sur leur avenir économique ne sont pas prises par un «pouvoir occulte» mais par leurs représentants et les autorités légitimes.

- i. Le Groupe PPE souhaite **renforcer les pouvoirs du Parlement européen** dans le processus décisionnel économique. Nous nous opposons par conséquent à la création d'un Parlement de la zone euro, ce qui équivaldrait à doubler une structure existante. Le Parlement européen devrait avoir un droit de regard plus important sur les priorités économiques générales arrêtées par les ministres des finances de la zone euro. Il est nécessaire d'améliorer la participation du Parlement européen et des parlements nationaux et ceux-ci doivent pour leur part nouer un dialogue plus étroit les uns avec les autres. Les décisions prises par les ministres des finances des États membres devraient suivre les objectifs fixés au niveau européen.
- ii. Le Groupe PPE souhaite que l'euro ait un visage politique, un **Vice-président de la Commission européenne, chargé de l'UEM**, responsable vis-à-vis des citoyens et dont la mission serait de faire respecter

les règles de la zone euro et de veiller à la cohérence et à l'efficacité de nos politiques. À cette fin, nous proposons que le Vice-président chargé de l'UEM :

- **incarne la zone euro** au sein des organisations internationales compétentes ;
 - propose la meilleure façon d'utiliser la nouvelle **capacité budgétaire** pour préserver les investissements et accompagner les réformes structurelles nécessaires conformément aux règles fixées, et disposer de compétences renforcées pour faire respecter le cadre de gouvernance économique et assurer la mise en œuvre des recommandations spécifiques à chaque pays.
- iii. Le Groupe PPE souhaite que **l'obligation de rendre des comptes soit renforcée au niveau des États membres** : les ministres des finances doivent, au niveau national, assumer la responsabilité pleine et entière des décisions qu'ils prennent à Bruxelles. Les engagements de politique économique pris au niveau européen doivent être efficacement mis en œuvre au niveau des États membres.



5. Sécurité de l'épargne

- i. **En vue de préserver l'intégrité de notre secteur bancaire**, les banques doivent agir de manière responsable et achever l'union bancaire afin de la consolider et de renforcer la réglementation et la surveillance du système financier. À cette fin, les banques doivent réduire leur volume de prêts à risque. Les banques qui menacent gravement la stabilité de l'ensemble du système bancaire doivent être fermées ou restructurées si nécessaire, sans que les contribuables aient à en payer la note. Nous devons mettre en place un système européen d'assurance des dépôts lorsque les conditions seront réunies.
- ii. Le Groupe PPE est très attaché à **l'indépendance de la BCE** et reconnaît que sa politique monétaire a permis à l'économie de bénéficier de précieux espaces de répit. Toutefois, afin de rétablir l'équilibre économique, et alors que la reprise s'installe, nous voulons que les mesures exceptionnelles de la BCE soient progressivement et soigneusement supprimées. Nous devrions encourager l'épargne et la rendre plus attractive.
- iii. Étant donné que les citoyens sont attachés à leur monnaie, le Groupe PPE continuera de défendre **la possibilité de payer en espèces**. Nous sommes résolument opposés à toute démarche visant à supprimer les espèces.





Publié par: Groupe PPE au Parlement européen
Direction de la Presse et des Communications
Unité Publications

Éditeur: Pedro López de Pablo

Responsable: Pete Pakarinen

Coordinatrice: Daniela Bührig

Révision: Pascaline Raffegau

Adresse: Parlement européen, 60 rue Wiertz, B-1047 - Bruxelles

Internet: www.eppgroup.eu

Adresse électronique: epp-publications@ep.europa.eu

Copyright: Groupe PPE au Parlement européen

Follow us

